



François André

Votre député

La proximité
L'expérience
Le progrès

Majorité présidentielle, avec Emmanuel Macron

Madame, Monsieur,

Le 7 mai, les Françaises et les Français ont élu Emmanuel Macron, Président de la République.

Les 11 et 18 juin prochains, vous êtes appelés à désigner votre député pour les cinq années à venir.

L'enjeu est important : donner au chef de l'Etat une majorité de progrès pour mettre en œuvre les engagements pris devant les Français :

- Encourager le travail et construire un nouveau modèle de croissance, plus durable.
- Conforter notre protection sociale et rendre celle-ci plus efficace et équitable.
- Rénover notre vie démocratique afin de renouer la confiance entre les citoyens et leurs élus
- Relancer l'Europe afin qu'elle nous protège davantage face au reste du monde

Pour cela, Emmanuel Macron et son gouvernement auront besoin de députés loyaux, fidèles et expérimentés capables de se faire entendre et relayer les aspirations des Français.

Député de votre circonscription depuis cinq ans, j'entends rester un député de proximité, accessible et investi sur les sujets qui me tiennent à cœur, comme l'agriculture dont la diversité est une richesse, le soutien à l'activité économique dont dépend la création de richesse et enfin, la solidarité à l'égard de nos aînés ou des personnes en situation de handicap.

Je serai également mobilisé sur l'enjeu du développement équilibré de notre territoire avec une attention particulière pour l'accès à la santé et aux soins ainsi que la présence adaptée des services publics en milieu rural.

Avec Claudia Rouaux, conseillère régionale, qui a accepté d'être ma suppléante et partage mes convictions sociales-démocrates, nous serons à l'écoute des citoyens et des acteurs du territoire pour soutenir leurs projets.

Fort de votre confiance, j'entends porter votre voix, relayer vos préoccupations et contribuer à rendre notre pays plus prospère et solidaire.

François André

Avec mon dévouement.



Claudia Rouaux

Conseillère régionale
de Bretagne

Suppléante

Avec Emmanuel Macron, nos propositions pour la France



■ Économie : revaloriser le travail et soutenir la création d'emplois

- Former un million de jeunes sans qualification ni activité.
- Augmenter le pouvoir d'achat en réduisant les cotisations salariales.
- Créer un droit à l'assurance chômage universel.
- Simplifier la vie des entreprises.



■ Éducation : favoriser l'égalité des chances

- Donner la priorité à l'école primaire en faveur de la maîtrise des fondamentaux.
- Dédoubler les classes de CP et de CE1 dans les zones prioritaires.
- Créer 5000 postes d'enseignants supplémentaires en cinq ans.
- Affecter des professeurs expérimentés et mieux payés en zone prioritaire.
- Développer les filières en alternance dans tous les lycées professionnels.
- Renforcer l'autonomie des universités.



■ Solidarité : conforter notre modèle de protection sociale

- Créer des maisons de santé pluridisciplinaires pour lutter contre les déserts médicaux.
- Améliorer la prise en charge du coût des lunettes, des prothèses auditives et dentaires.
- Augmenter le minimum vieillesse et l'allocation adulte handicapé de 100 € par mois.
- Tendre progressivement vers un système de retraite universel.
- Lutter contre les abus du travail détaché.



■ Démocratie : améliorer et moraliser la vie publique

- Limiter le cumul des mandats à trois mandats identiques dans le temps.
- Améliorer le fonctionnement parlementaire.
- Interdire aux parlementaires d'exercer des activités de conseil et toute embauche d'un membre de sa famille.
- Interdire aux détenteurs d'un casier judiciaire de se présenter à une élection.



■ Territoire et agriculture : contribuer à un développement rural harmonieux

- Soutenir le développement rural en ciblant les subventions de ma réserve parlementaire sur la solidarité, l'éducation, la santé, l'environnement et la culture.
- Encourager les projets de développement touristique et la valorisation des productions locales.
- Porter l'ambition d'une PAC plus protectrice et plus verte.
- Renforcer le pouvoir des agriculteurs dans les négociations commerciales.
- Poursuivre l'adaptation de la fiscalité agricole face aux aléas environnementaux, climatiques ou économiques.
- Simplifier les normes et les démarches.

